



En Russie, un pionnier de la lutte au VIH/sida secourt des populations vulnérables

L'organisme Humanitarian Action aide les utilisateurs de drogue et les enfants de la rue

Montréal, 9 septembre 2005 – Un organisme d'avant-garde dans la lutte au VIH/sida, nommé **Humanitarian Action Fund**, prouve que les services sur le terrain et les soins aux populations les plus marginalisées de la Russie sont le meilleur moyen d'endiguer le VIH/sida, signalent **Human Rights Watch** et le **Réseau juridique canadien VIH/sida**.

L'organisme russe Humanitarian Action Fund se verra décerner aujourd'hui le *Prix 2005 de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains*. Ce prix est attribué annuellement par Human Rights Watch et le Réseau juridique canadien VIH/sida à un organisme ou individu qui fait des contributions remarquables dans le domaine du VIH/sida et des droits de la personne.

« Tandis que le gouvernement russe continue de vouloir faire silence sur sa fulgurante épidémie de VIH/sida, Humanitarian Action démontre que la fourniture de soins et d'aide sur le terrain, aux utilisateurs de drogue, travailleuses sexuelles et autres personnes laissées pour compte par les politiques gouvernementale, est la réponse la plus efficace contre l'épidémie », explique Joseph Amon, directeur du programme VIH/sida de Human Rights Watch.

Humanitarian Action, établi à Saint-Pétersbourg, est né d'un programme de Médecins du monde, un organisme de France qui a déployé en 1995 les premiers programmes de prévention du VIH en Russie pour les populations vulnérables, alors que le gouvernement reconnaissait à peine la présence du VIH/sida dans ce pays. Depuis, les programmes de Humanitarian Action sont en Russie un modèle pour les programmes d'échange de seringues pour les utilisateurs de drogue, ainsi que l'intervention-terrain auprès des travailleuses et travailleurs sexuels de rue et la provision de services médicaux aux enfants qui vivent dans les rues.

L'injection d'héroïne demeure l'un des principaux facteurs responsables de l'épidémie du VIH/sida, en Russie, mais les politiques gouvernementales sont hostiles à l'égard du traitement de substitution des opiacés, qui est pourtant un élément crucial de la prévention du VIH dans la plupart des pays.

« Il est scandaleux que l'utilisation de méthadone, pour le traitement médical des milliers d'héroïnomanes de la Russie, soit encore illégale, déplore Joanne Csete, directrice générale du Réseau juridique canadien VIH/sida. En telles circonstances, l'échange de seringues et les autres services que procure Humanitarian Action aux utilisateurs de drogue sont d'autant plus vitaux. »

L'Organisation mondiale de la santé a récemment inscrit la méthadone sur sa réputée Liste des médicaments essentiels.

La Russie, pour sa part, est l'un des pays où les lois en matière de drogue sont les plus répressives. Un rapport publié l'an dernier par Human Rights Watch [<http://hrw.org/reports/2004/russia0404/russia0404.pdf>] a documenté le harcèlement et les abus policiers à l'endroit des utilisateurs de drogue lorsque ceux-ci tentent d'avoir recours aux rares services qui existent pour prévenir le VIH. Humanitarian Action a été l'un des premiers organismes à faire valoir les droits humains des utilisateurs de drogue, en Russie, et à entamer un dialogue avec la police quant à l'importance de laisser les services de prévention du VIH faire leur travail crucial.

« Dans plusieurs régions du monde les utilisateurs de drogue, et d'autres personnes marginalisées dans la société, ont du mal à obtenir l'information la plus élémentaire sur le VIH/sida ainsi que des services de prévention et des tests volontaires et confidentiels pour le VIH, fait remarquer Joseph Amon. Humanitarian Action est sans contredit un modèle qui devrait être imité aux quatre coins du monde. »

***Note aux médias :** Le directeur de l'organisme Humanitarian Action, Alexander (« Sacha ») Tsekhanovich, sera de passage au Canada (notamment à Montréal) et à New York pour accepter le Prix et pour visiter des intervenants locaux dans l'échange de seringues, des représentants gouvernementaux ainsi que des ONG anti-VIH/sida. Monsieur Tsekhanovich s'exprime en français avec aisance et éloquence.*

Pour plus d'information à propos des Prix : www.aidslaw.ca/francais/Contenu/prix.htm

-30-

Le **Réseau juridique canadien VIH/sida** (www.aidslaw.ca) a été fondé en 1992 pour promouvoir les droits humains des personnes qui vivent avec le VIH/sida et de celles qui y sont autrement vulnérables, au Canada et dans le monde. Il accomplit sa mission par le biais de recherche, d'analyse des lois et politiques, d'éducation, de plaidoyer ainsi que de mobilisation communautaire. Le RJCVS est le chef de file des organismes canadiens de plaidoyer en matière de droit, d'éthique et de politiques dans le contexte du VIH/sida.

Human Rights Watch (www.hrw.org) est un organisme non gouvernemental indépendant qui effectue des enquêtes périodiques et systématiques au sujet des atteintes aux droits de la personne dans quelque 80 pays. La réputation de qualité et de pertinence de ses rapports sur ces violations en fait une source essentielle d'information pour les personnes qui se préoccupent des droits humains. HRW examine les pratiques de gouvernements de toutes tendances politiques, de tous les horizons géopolitiques et de toutes les ethnies et convictions religieuses. Il se porte à la défense de la liberté de pensée et d'expression, d'une procédure juste, d'une protection égale en vertu de la loi, de même que d'une société civile vigoureuse; il documente et dénonce les atteintes aux droits humains universellement reconnus. Sa mission est d'appeler les gouvernements à mettre fin aux pratiques irrespectueuses des droits humains de leurs citoyens. HRW a vu le jour en 1978; il a aujourd'hui des divisions qui s'occupent de l'Afrique, des Amériques, de l'Asie et du Moyen Orient; des divisions consacrées aux thématiques des armes, des droits des enfants et des droits des femmes; de même que des programmes spéciaux sur le secteur corporatif et sur les droits humains et le VIH/sida. Il a des bureaux à New York, Washington, Los Angeles, Londres, Bruxelles, Moscou et Tashkent.